



Hier soir, j'étais à l'écoute collective de l'émission "Parole en direct" sur TF1 avec Jean-Luc Mélenchon, organisée par le comité de campagne du Front de Gauche de la 7ème circonscription au coeur du quartier Debussy. Nous avons disposés des petites tables, une petite cinquantaine de chaises. Il fait froid, on pouvait voir cette émission au chaud de chez soi et les Français sont gavés de politique après les primaires socialistes. Et bien pourtant, nous étions près de 90 ! La prestation de notre candidat à la présidentielle a été appréciée. Mais c'est surtout les interventions qui ont décliné le programme partagé du Front de Gauche "L'humain d'abord" qui m'ont le plus impressionné.

J'avais prévu d'en faire une présentation sommaire, mais lors de la discussion, que les gens l'aient lu ou pas, chacun en déclinait une partie ! Lutte contre la dette, partage des richesses, révolution citoyenne, relocalisation de l'économie, pouvoir d'achat des salariés, tout y était, ou presque. Vous pouvez d'ailleurs retrouver le compte rendu ainsi que les futures actions prévues sur le site www.lhumaindabord2012.fr . J'y vois un signe que notre programme est une très bonne base de travail : il apporte des réponses, certes encore partielles ou pas suffisamment précises, aux questions que se posent nos concitoyens. Les assemblées citoyennes et les ateliers législatifs que nous proposons sont faits pour ça : enrichir le programme du Front de Gauche.

Chaque débat politique en ce moment, et hier soir encore à Juvisy sur Orge dans mon département de l'Essonne, nous avons pu observer que le débat tourne autour de la dette. On peut dire que les libéraux ont bien réussi leur coup ! Ils font des cadeaux fiscaux aux plus riches, se privent de leur part d'imposition, ils compressent l'économie en faisant des plans de rigueur qui ne disent pas leur nom, ce qui empêchent l'activité économique de fonctionner à plein, ils font des choix désastreux pour les finances de l'Etat (comme pour le partenariat public/privé dans le grand hôpital de Corbeil, qui n'a toujours pas ouvert ses portes mais coûte

déjà des sommes astronomiques à l'Etat) et ils s'indignent ensuite que la dette augmente !

C'est un faux problème, où on tente de nous aveugler avec des faux chiffres. Qui ne serait pas effrayé par un taux d'endettement de 85%, comme c'est souvent répété ? Pourtant, personne ne calcule l'endettement de cette manière ! Il faut ramener le stock de dettes sur la durée de l'encours de dette. C'est-à-dire, pour la France, 7 ans et 31 jours. L'endettement de la France tombe à 12%. Ce n'est pas si énorme, surtout en temps de crise. Il reste que cet encours de dette pèse pour près de 50 milliards dans le budget de l'Etat ? Nous proposons de relever la fiscalité sur les revenus du capital au niveau de ceux du travail et par magie 100 milliards chaque année tomberont dans les caisses de l'Etat. Soit deux fois le service de la dette !

On le voit, c'est un faux problème qui n'est en réalité là que pour empêcher les Françaises et les Français de croire qu'une meilleure répartition des richesses est possible, qu'une planification écologique est impossible, qu'améliorer nos salaires et la qualité et la quantité de nos services publics est utopique. Ca ne l'est pas. Ou ça l'est autant de penser que, 6 mois avant, la Tunisie, l'Egypte et la Lybie seraient débarrassés de leurs dictateurs en place depuis des décennies.

Rien n'est jamais perdu pour qui lutte. Certains assis sur leurs montagnes de privilèges feraient bien de s'en souvenir, 6 mois avant une échéance électorale qui aura lieu en France, dans ces temps très troublés, où même la 5ème puissance économique est menacée par les marchés financiers d'avoir une note dégradée. Nous voyons leurs regards cupides lorgner nos poches de plus en plus vides. Qu'ils se souviennent que le peuple français a toujours été à la pointe lorsqu'il s'agissait d'abolir les privilèges.